Un colloque de la Cevaa sur la théologie interculturelle

Rapport à la société, aux institutions, à la foi, aux relations entre les générations ou entre les sexes : aucun des aspects les plus fondamentaux de notre relation au monde n'échappe aux présupposés qui nous sont enseignés au sein de notre culture propre depuis notre plus jeune âge. Comment, dès lors, à partir du moment où l'on aborde les questions de théologie et la possibilité de transmettre notre foi, faire abstraction de ce qui fait partie de nous-même depuis l'origine ? Surtout à une époque où l'accélération des échanges qui caractérise la mondialisation met de plus en plus facilement en contact, voire en confrontation, des cultures différentes… Comment inventer une théologie qui puisse transcender ces différences culturelles ? Cette question des défis de la théologie interculturelle sera au cœur du colloque de la Cevaa qui se tiendra du 11 au 15 septembre à Sète. Un colloque organisé avec le soutien du Défap, déjà partenaire de la formation à la théologie interculturelle proposée par l'Institut œcuménique de Bossey.



Aperçu d'un colloque de la Cevaa organisé en 2014 au Lazaret, à Sète © Cevaa

À plusieurs reprises par le passé, la Cevaa a rassemblé les centres de formation théologique en lien avec ses Eglises membres le temps d'un colloque. Ces rencontres visent à réunir ces institutions autour d'un thème et de s'enrichir mutuellement au travers de communications, du partage de réflexion et d'expérience.

15 institutions de formation théologique d'Europe, d'Afrique et du Pacifique seront représentées au prochain colloque de la Cevaa qui se tiendra au Lazaret (Sète) du 11 au 15 septembre. Ce colloque est organisé en collaboration avec l'IPT – Institut Protestant de Théologie de Montpellier, et avec le soutien du Défap et de DM – Dynamique dans l'échange.

Au cours de la rencontre, les théologiens présents seront invités à se pencher sur le thème « *La Théologie interculturelle : problèmes, défis et perspectives*« . Avec la mondialisation et la mobilité, la question de l'interculturalité est maintenant universelle. Elle est vécue de manière différente par chaque faculté, chaque Eglise. Il

est donc important que la formation théologique prenne en compte cet aspect dans le cycle pour les étudiants, qui souhaitent devenir ministres du culte ou enseignants.

Au programme, 5 communications sont prévues en binôme Nord-Sud dans le but d'approfondir la thématique. Les participants au colloque seront aussi invités à partager des situations d'interculturalité vécues comme des défis ou des opportunités, et les solutions et attitudes mises en pratiques dans les différentes situations.

Renforcer les liens de collaboration entre les centres de formation

Comme expérimenté lors des éditions précédentes, le colloque est aussi une occasion de renforcer les liens de collaboration entre les centres de formation. Chaque représentant aura l'occasion de présenter son institution avec son contexte et ses spécificités, permettant de développer la connaissance mutuelle.

À l'issue de la rencontre, la Cevaa souhaite encourager les Institutions à développer la mobilité des enseignants et des étudiants au travers d'un programme d'échanges de courte durée, afin de donner la possibilité d'appréhender l'interculturalité au cours d'une immersion dans un contexte différent.

Enfin, la tenue simultanée au Lazaret du Colloque des Facultés des pays latins (CEPPLE) permettra des moments d'échanges entre les deux événements, et sera l'occasion de développer et/ou de renforcer les liens de collaboration.

Le Pôle Animations et Jeunesse de la Cevaa

Tunisie : expérimenter face au changement climatique

Pour l'Église Réformée de Tunisie, la lutte contre la désertification entraînée par le réchauffement climatique est devenue un des axes majeurs de son engagement. Il se concrétise par ses relations avec l'association Abel Granier et avec l'ATAE (Association Tunisienne d'Agriculture Environnementale), à travers des actions de sensibilisation et de formation des populations rurales. Des actions dans lesquelles s'implique Benoît Mougel, natif des Vosges mais présent depuis 2009 dans le pays, et qui sont soutenues par le Défap. Prochain objectif pour l'ATAE : mettre en place une ferme expérimentale, destinée à servir de vitrine de ses méthodes tout en permettant de faire vivre sur place des familles d'agriculteurs.



Un exemple des actions de l'ATAE en Tunisie : l'accompagnement de cinq familles d'agriculteurs dans la région de Bizerte sur

la tenue de leurs oliveraies © ATAE

À 40 ans, Benoît Mougel a déjà vécu 14 ans en Tunisie. Lorsque ce natif des environs de Neufchâteau, dans les Vosges, est arrivé dans le pays en 2009, c'était pour y poursuivre sa formation théologique. Après quatre années d'études à l'Institut Biblique de Genève, il venait s'installer en famille pour suivre un stage pastoral au sein de l'ERT (l'Église Réformée de Tunisie). Ce devait être un séjour de deux ans. Il y vit toujours. Et son engagement au sein de l'Eglise, dont « Ben » est l'un des pasteurs à Tunis, se double désormais d'un engagement social, notamment auprès des agriculteurs tunisiens.

Cette odyssée tunisienne, qu'il vit avec son épouse Patricia et avec leurs enfants, trouve d'abord des racines dans son histoire personnelle. « Pur produit de la campagne », témoignait-il récemment dans un article de la revue *Missiologie évangélique*, « j'ai assez rapidement rêvé de devenir paysan. Ma bonne mère m'a rappelé il y a quelque temps ces paroles dites dans ma tendre enfance : *Quand je serai grand, je lirai la Bible à mes vaches*… » Mais elle s'explique aussi par des rencontres. Celle, tout d'abord, de May Granier et de l'association Abel Granier, du nom du père de May, pasteur né dans le Nord-Ouest de la Tunisie et qui avait consacré sa vie à réhabiliter des terres rendues incultes par le climat sec et par les mauvaises pratiques agricoles. Cette découverte devait réveiller le paysan toujours présent dans le cœur de « Ben » et le pousser à s'investir dans le domaine du développement agricole durable. Autre rencontre cruciale : celle du Secrétaire général du Défap, qui devait lui permettre de poursuivre son engagement avec le statut de VSI (Volontaire de Solidarité Internationale). Entretemps, les Mougel ont vécu des années au rythme des soubresauts de l'histoire tunisienne. «On a vécu la « révolution de jasmin » en 2010-2011», témoigne-t-il aujourd'hui. « C'est une des choses qui nous ont attachés à la Tunisie : voir cet enthousiasme, cette ferveur

des gens », et leur volonté « de s'exprimer, de s'engager ». Mais après le départ du président Zine el-Abidine Ben Ali en janvier 2011, fuyant les manifestations massives de la population tunisienne, sont venues aussi les périodes de désillusion.

« En tant que communauté, comment peut-on être une bénédiction pour notre pays ? »



Récolte de fourrage dans une exploitation accompagnée par l'ATAE © ATAE

« La Tunisie, c'est un pays qui vit depuis des années des difficultés politiques, économiques, sociales », souligne Benoît Mougel. « C'est un pays qui souffre, à plein de niveaux différents. » Et le changement climatique n'est pas le moindre de ces maux, avec « des années de plus en plus difficiles, un manque de pluie, des épisodes de sécheresse de plus en plus importants, des températures qui dépassent parfois les 50 degrés »… La Tunisie apparaît ainsi comme l'un des pays les plus exposés aux risques de désertification : selon la FAO (l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture), une hausse des températures de 2 degrés sur

dix ans s’est déjà traduite par une perte de 15 000 ha/an de terres agricoles.

C’est l’ampleur de cette menace qui a poussé l’Église Réformée de Tunisie à resserrer ses liens avec l’association Abel Granier et avec l’ATAE (Association Tunisienne d’Agriculture Environnementale), qui en est directement issue. « C’est devenu un engagement d’Église », explique Benoît Mougel. « On se dit : en tant que communauté, comment peut-on être une bénédiction pour notre pays ? » En dépit de la croissance des zones urbaines, la population rurale représente encore près du tiers des habitants du pays. Une population qui a particulièrement souffert, non seulement de la crise consécutive à la « révolution de jasmin » qui a entraîné une décennie de croissance perdue, selon les chiffres de la Banque mondiale, mais aussi de la désertification qui menace les terres agricoles.



Benoît Mougel lors de son dernier passage au Défap © Défap

En multipliant les partenariats, et avec le soutien de volontaires envoyés par le Défap, l'ATAE informe, sensibilise les petits exploitants aux pratiques agricoles qui peuvent leur permettre de réhabiliter des terres apparemment trop arides pour supporter encore des cultures. Si elle reste une petite structure, animée par une dizaine de personnes, elle revendique l'accompagnement de 200 familles d'agriculteurs et des actions de sensibilisation dans 11 des 24 gouvernorats du pays. Mais au-delà, « Ben » et les membres de l'ATAE veulent mettre en place une structure qui sera une vitrine de leur action : une ferme expérimentale. « On travaille depuis 2017 pour porter ce projet », témoigne Benoît Mougel. « L'idée est d'avoir un lieu où l'on pourra mettre en pratique différentes méthodes développées par l'association Abel Granier, mais aussi développer de nouvelles techniques. Il s'agira également de voir les besoins des agriculteurs de manière plus large, au-delà des seules techniques agricoles : en réfléchissant aux aspects culturels, aux questions d'habitat et d'éco-construction… » Un lieu d'expérimentation, donc, mais dont la production devra aussi lui permettre d'être autonome sur le plan financier. « Ben » est confiant : « On a une petite équipe sur place, un nouveau VSI va nous rejoindre en septembre, puis un service civique en novembre… On a déjà commencé les activités dans une ferme qui nous accueille et qui joue un peu pour nous le rôle d'incubateur. »

Retrouvez ci-dessous le teaser du documentaire « Olivier, mon héritage » tourné par l'ATAE dans le gouvernorat de Bizerte, qui retrace deux ans d'accompagnement de cinq agriculteurs sur la tenue de leurs oliveraies, leurs défis et leur amour pour l'agriculture :

Retrouvez prochainement l’interview de « Ben » sur son engagement auprès de l’Église Réformée de Tunisie et pour la sauvegarde des terres agricoles, en podcast et sur le site du Défap.

Cameroun : mieux accueillir et mieux former les étudiantes

Dès la prochaine rentrée académique, les épouses des pasteurs qui sont formées au sein de la section féminine de l’Institut supérieur presbytérien Camille Chazeaud (ISPCC) auront un bâtiment plus adapté :

davantage de salles de cours, une salle informatique, ainsi que deux salles pour les ateliers techniques et pratiques. De quoi améliorer l'efficacité de cette section qui vise à fournir aux participantes des compétences à la fois théologiques et pratiques ; avec, au-delà, l'objectif d'améliorer la reconnaissance du rôle des femmes au sein de l'Église presbytérienne camerounaise.



Avant le lancement du chantier à l'ISPCC © ISPCC

Du ciment et des parpaings ; une tranchée dans le sol. Les images sont modestes ; mais comme pour toute pose de première pierre ou tout lancement de chantier, ce qui importe, c'est la finalité du bâtiment qui sortira bientôt de terre. Nous sommes à Foulassi, au sud du Cameroun, et plus précisément à l'Institut supérieur presbytérien Camille Chazeaud (ISPCC), une institution universitaire privée et confessionnelle qui dispose de deux facultés : faculté de théologie et des sciences religieuses et faculté des sciences sociales. Les travaux qui viennent d'être lancés, avec le soutien du Défap, visent à agrandir et mieux équiper les locaux de la section féminine.

Cette section féminine a une fonction tout à fait particulière. Elle accueille les épouses des étudiants de la faculté de théologie, futurs pasteurs de l'Église

presbytérienne camerounaise (EPC), dont l'ISPCC est le centre de formation. L'EPC ne reconnaît pas actuellement le ministère pastoral féminin, mais la question est en débat au sein de l'Église. Autre partenaire du Défap dans le même pays, l'Église évangélique du Cameroun, pour sa part, a des femmes au sein de son corps pastoral féminin depuis le début des années 2000… mais elles restent encore aujourd'hui une petite minorité et se heurtent au quotidien à de nombreuses difficultés. Deux situations qui illustrent un même problème au Cameroun : car si le pays s'est doté d'une législation très ambitieuse en matière d'égalité hommes-femmes et de promotion du rôle de la femme, ces droits restent souvent théoriques, et leur application se heurte dans les faits à des pratiques et à des normes culturelles qui interdisent tout traitement égal. Ce qui concerne la société camerounaise concerne aussi les Églises ; et au-delà de la question du ministère pastoral féminin, ce qui est en jeu, c'est la reconnaissance du rôle des femmes au sein de leurs communautés ecclésiales, où elles sont nombreuses et actives. Et de la même manière que les normes culturelles de la société influent sur la vie quotidienne dans les Églises, les Églises, de par leur poids au sein de la société, ont la possibilité de faire évoluer les habitudes et les comportements.

Regrouper les services administratifs et l'offre de formation



Débuts du chantier d'agrandissement de la section féminine de l'ISPCC © ISPCC

L'un des meilleurs moyens d'améliorer cette reconnaissance des femmes dans leurs Églises, c'est de leur permettre d'être formées. La section féminine de l'Institut supérieur presbytérien Camille Chazeaud s'attache donc à fournir aux épouses des étudiants en théologie, futurs pasteurs de l'EPC, une formation à la fois théorique et pratique, combinant théologie, gestion de projet, ateliers… Le but étant d'équiper ces jeunes femmes, souvent mariées avant d'avoir eu l'occasion d'acquérir des compétences professionnelles, pour leur permettre de faire face aux attentes, nombreuses, qui pèsent

sur les épouses de pasteurs. Elles peuvent aussi bien être amenées à faire des prédications qu'à monter des projets. Leur rôle peut aller de l'animation d'études bibliques pour les femmes, enfants et jeunes filles, à la relation d'aide, mais aussi à la mise en place d'activités génératrices de revenus…

Tout comme il avait soutenu la récente session de formation, le Défap soutient les travaux engagés pour améliorer l'accueil et les salles de cours de ces étudiantes. Actuellement, l'offre de formation est dispersée sur tout le campus, en fonction des salles disponibles. Il s'agit de pouvoir regrouper les activités, les services administratifs ; de diversifier les salles de cours… Pour l'heure, le bâtiment de la section féminine de l'ISPCC comporte une grande salle et un studio annexe. Or, dès la prochaine rentrée académique, le programme de formation sera dispensé pour trois niveaux distincts chaque année, en fonction de la date d'arrivée et du niveau des étudiants en théologie sur le campus. Grâce à ces travaux d'extension et d'aménagement, ce bâtiment devrait abriter à terme non seulement le bureau de la Direction, mais également trois salles de cours, une salle informatique, ainsi que deux salles pour les ateliers techniques et pratiques.

Djibouti : des nouvelles du projet de formation à l'énergie solaire

Quelques images des travaux pratiques des élèves du centre de formation de l'EPED, l'Église protestante

évangélique de Djibouti : la promotion qui apprend actuellement les techniques d'installation et de maintenance de panneaux photovoltaïques sera bientôt fin prête pour aller sur le terrain. Un projet soutenu par le Défap, et qui répond à deux besoins cruciaux de ce petit pays de la Corne de l'Afrique : améliorer l'autonomie énergétique en diminuant la part des hydrocarbures au profit d'énergies moins nocives pour l'environnement, et améliorer l'insertion professionnelle des jeunes.



Jeunes du centre de formation de l'EPED lors d'une

installation électrique fonctionnant grâce à des panneaux solaires © EPED

À Djibouti, il fait chaud. Très chaud : entre 35°C et 40°C, avec des pics à 45°C, voire plus. Et le soleil brille toute l'année : ce petit pays de la Corne de l'Afrique totalise près de 3280 heures d'ensoleillement par an, soit 9 heures par jour. Une manne en matière de production d'énergie solaire. Pourtant, l'essentiel de l'énergie est importée, notamment de l'Éthiopie voisine, sous forme d'hydrocarbures mais aussi d'électricité. Conséquences de cette situation : une forte dépendance, à la fois à la production étrangère et aux hydrocarbures ; et une électricité qui est parmi les plus chères du monde.

Cette situation est la conséquence d'une économie en développement rapide, largement tournée vers le transport de marchandises, et vers le port : situé sur la principale route commerciale Asie-Europe-Afrique, il a une position stratégique. Il n'a cessé de se développer depuis les années 2000. Il est la principale voie d'accès maritime de l'Éthiopie et de son marché de 100 millions d'habitants. Mais l'accent mis sur le développement portuaire s'est fait au détriment de nombreux autres secteurs. La société reste fortement inégalitaire et marquée par la pauvreté. Le pays fait encore partie des PMA, pays les moins avancés. Sur le plan social, un tiers des Djiboutiens sont pauvres, selon l'indice de pauvreté multidimensionnel (qui prend en compte les privations aiguës en matière de santé, d'éducation et de niveau de vie auxquelles une personne est confrontée simultanément) établi par les autorités djiboutiennes avec le support du PNUD (Programme des Nations unies pour le développement). Autre enjeu crucial, le chômage : il atteint presque les 50%. Il est encore plus important chez les plus jeunes : 70% des chômeurs ont moins de 30 ans.

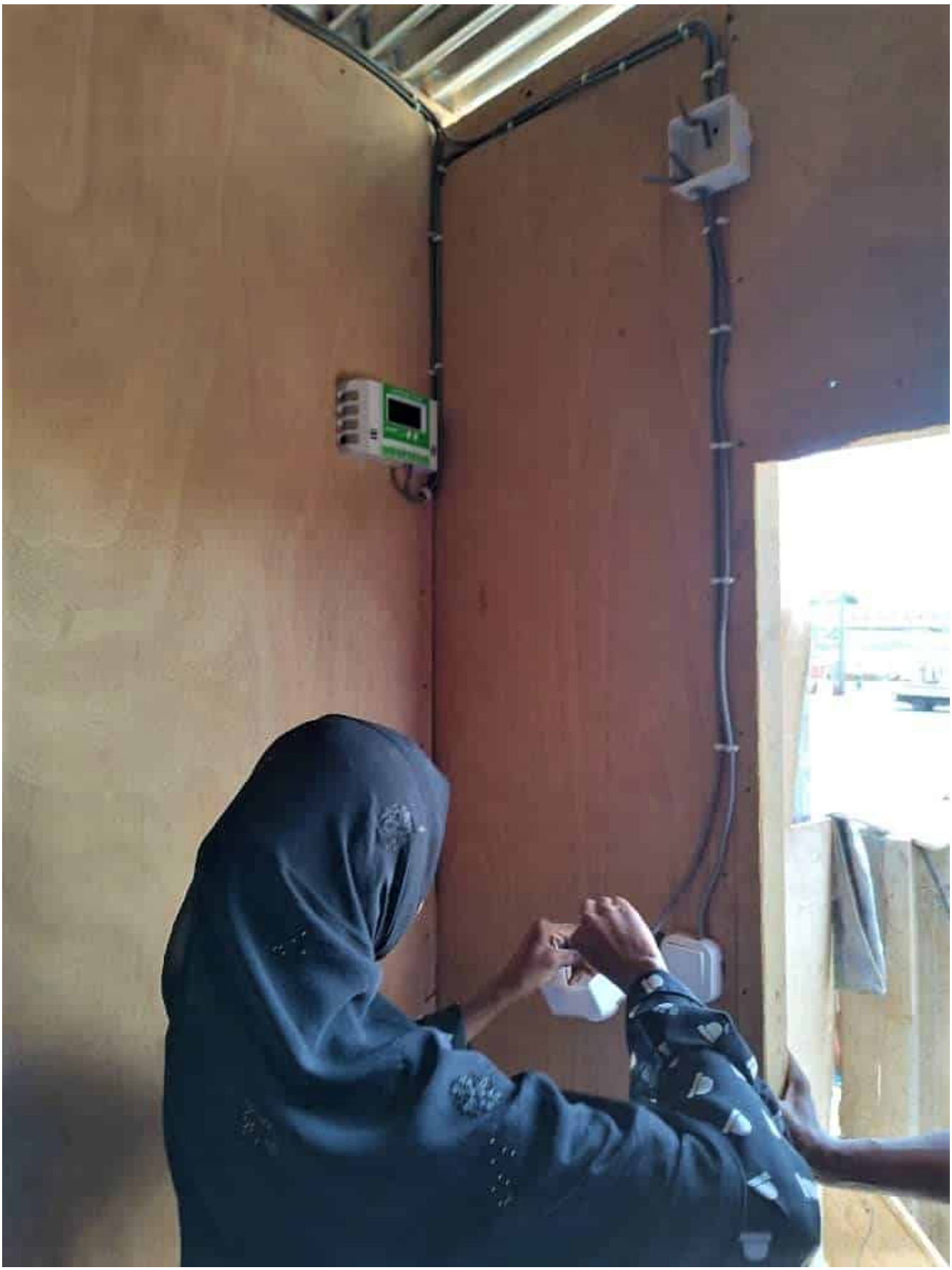


Jeunes du centre de formation de l'EPED lors d'une installation électrique fonctionnant grâce à des panneaux solaires © EPED

Ce sont sur ces deux aspects, accès à l'énergie et meilleure intégration sociale, qu'intervient le projet de formation à l'énergie solaire porté par l'EPED, l'Église protestante évangélique de Djibouti, avec le soutien du Défap. C'est ce projet qui avait été présenté lors de l'édition 2023 de Hope360, rendez-vous sportif et solidaire organisé par le collectif ASAH (Association au Service de l'Action Humanitaire).

Dans son programme de développement à long terme, « Vision 2035 », le pays prévoit de parvenir à l'autonomie énergétique en visant un objectif de 100% de sources d'énergies renouvelables – notamment solaire. Encore faut-il former des techniciennes et techniciens, qui pour l'heure manquent cruellement, pour installer et entretenir les installations photovoltaïques. Le centre de formation de l'EPED permet précisément de transmettre à des jeunes Djiboutiens des

compétences qui aideront à la transition énergétique du pays, tout en leur permettant de s'insérer sur le marché du travail. Un double rôle social et environnemental qui est très bien perçu par les autorités djiboutiennes. L'enjeu correspond aussi à de fortes attentes des habitants : l'usage de l'énergie solaire est encore peu accessible pour la population djiboutienne, à l'exception de quelques villages qui ont leurs propres panneaux solaires ; et pour ceux qui ont pu s'équiper, ils ne disposent, le plus souvent, pas des compétences nécessaires pour assurer la maintenance du matériel et sont à la merci de la moindre panne…



Jeunes du centre de formation de l’EPED lors d’une installation électrique fonctionnant grâce à des panneaux solaires © EPED

Sur ces images, vous pouvez voir les élèves de l'actuelle promotion formée par le centre de l'EPED lors de leurs travaux pratiques. Ils seront bientôt fin prêts pour se lancer sur le terrain…

C'est un envoyé du Défap, Pierre Thiam, qui dirige ce centre de formation de l'EPED. Un centre qui a développé depuis des années une série de projets de formation et d'insertion bénéficiant d'une vraie reconnaissance de la part des autorités djiboutiennes. Entre 2010 et 2017, le projet de rénovation des bâtiments de l'Église, sous forme d'un chantier école, a permis de former des jeunes Djiboutiens aux métiers de la maçonnerie, de l'électricité, de la plomberie… Entre 2015 et 2017, ce sont des jeunes en situation de handicap moteur qui ont été accueillis dans le cadre d'un projet éducatif cofinancé par l'Union Européenne, pour une formation professionnelle au métier d'assistant gestionnaire de réseau informatique et aux notions d'entreprenariat. Et actuellement, il s'agit donc de former des jeunes aux métiers liés à l'installation et à la maintenance de panneaux solaires…

Se former à la théologie interculturelle : «Ce qui nous unit importe plus que ce qui nous divise»

La session 2022 est sur le point de s'achever et les inscriptions viennent de s'ouvrir pour la troisième

année du programme « Se former à la théologie interculturelle », dont le Défap est partenaire. Début des cours à partir d'octobre 2023 sous forme de huit séries de deux jours au château de Bossey, centre de formation du Conseil œcuménique des Églises, en Suisse. Témoignages de participantes et participants de ce programme unique en son genre dans l'espace francophone.



Les participants de la session 2022 de formation à la théologie interculturelle à l'Institut œcuménique de Bossey © Gloria Koymans/COE

À raison de huit sessions de deux jours par mois, la formation en théologie interculturelle dispensée au château de Bossey, débutée en octobre 2022, est sur le point de s'achever. Le dernier rendez-vous est fixé au 27 mai 2023. Avec un public qui, dès l'origine, s'est montré très divers : des responsables ecclésiaux et des membres actifs de leurs communautés représentant de nombreuses origines, des parcours très différents. Mais avec un même besoin de découvrir d'autres communautés et d'apprendre à communiquer.

Ce besoin de trouver des passerelles et une langue commune était ce qui transparaissait le plus dès la première année de ce programme, unique dans l'espace francophone et mis en place grâce à un partenariat entre le Défap et DM, son homologue pour la Suisse romande ; la Cevaa ; l'Institut œcuménique de Bossey ; l'OPF (l'Office protestant de formation, organisme qui forme les pasteurs et les diacres des Églises réformées suisses romandes) ; Témoigner ensemble à Genève ; et l'Institut Protestant de théologie (Montpellier et Paris). La toute première promotion comptait ainsi une douzaine d'étudiants de différentes Églises et originaires de neuf pays. « Ce cours est et a été très important pour moi car, dans le monde d'aujourd'hui, nous avons besoin de communiquer avec tout le monde de manière interculturelle », confiait l'un d'entre eux, Ghirmaleoul Nemariam, de l'Église évangélique luthérienne érythréenne à Genève. « Ce cours m'a appris à communiquer avec d'autres personnes. J'emporte avec un moi un outil important pour l'amour de Dieu. » Agnès Krüzsely, de l'Église protestante de Genève, soulignait pour sa part l'importance d'avoir une telle formation en français. « Ce que j'emporte avec moi après ce cours, ajoutait-elle, c'est le partage de l'amour de Dieu. Je vais donc continuer d'appliquer les choses que j'ai apprises durant le cours, et partager cette expérience avec les personnes qui m'entourent. » Quant à Nathalie Bisa, de l'Église presbytérienne camerounaise, elle reconnaissait avoir découvert à travers cette formation un monde qui lui était alors inconnu. « Chaque fois que je venais pour assister au cours, j'apprenais quelque chose de nouveau et je l'emportais avec moi en partant. J'emporte avec moi beaucoup de mots : sauver, partager, apprendre, respecter les autres, et transmettre. »

« Ici, nous pouvons nous écouter les un-e-s les autres »

Une diversité et un intérêt qui ne se sont pas démentis lors de la deuxième année de formation. « Nous venons toutes et

tous de dénominations ecclésiales, de cultures et de pays différents », décrit ainsi une participante de cette session 2022, Patricia Fatima Santos, de l'Église évangélique Pentecôtiste Sion. « Ici, nous pouvons nous écouter les un-e-s les autres – et c'est cette différence qui nous enrichit. À mes yeux, ce qui est très important, c'est le corps à l'intérieur de cette différence qui nous rassemble: le Christ. En conséquence, ce qui nous unit importe plus que ce qui nous divise. »

Taimetua Jonas Nahei, de l'Église Protestante Māòhi (Tahiti), s'est inscrit à cette formation sur les conseils d'un membre de son entourage. « Un de mes amis jugeait qu'il serait bon de partager mon point de vue du Pacifique. Il est essentiel que les autres entendent mon point de vue, mes idées. Je crois qu'il est également bon que les autres apprennent le point de vue des personnes des autres cultures. » Quant à Simon Vianou, étudiant à l'IPT-Montpellier, de mère nigériane et de père béninois, il a grandi dans la diversité culturelle. « Dès que j'ai découvert ce cours, je l'ai trouvé très intéressant et j'ai voulu en savoir plus, affirme-t-il. À chaque fois que j'y participe, j'en apprends beaucoup sur la culture de chacun-e. »

Se former à la théologie interculturelle : une 3ème édition sur la guérison

Après deux années d'existence, la formation en

théologie interculturelle dispensée à l'Institut œcuménique de Bossey, mise en place grâce à des partenaires aussi divers que le Défap, DM, la Cevaa, l'Institut Protestant de Théologie ou encore la Plateforme Témoigner Ensemble à Genève, a su acquérir sa légitimité. Les inscriptions à la session 2023-2024, qui débutera en octobre prochain, sont désormais ouvertes. Avec comme thématique transversale celle de la guérison.



Une session de la première formation à la théologie interculturelle donnée à l'Institut œcuménique de Bossey © Gloria Koymans/COE

La réalité interculturelle tant de notre société que des communautés chrétiennes est aujourd'hui une donnée de base. Même si, comme l'affirme avec force l'apoître Paul, en Christ, « il n'y a plus ni Juif ni Grec, ni esclave ni libre, ni homme ni femme » (Gal 3,28), vivre l'interculturalité au quotidien et dans un cadre communautaire ne va pas de soi. Cette dimension interculturelle est une chance et une bénédiction.

Mais elle demande de former et d’équiper les responsables de communautés. C’est dans cet esprit que des représentants de plusieurs institutions se sont unis afin de mettre sur pied un cours qui puisse, a`partir des disciplines de la théologie, aborder les enjeux et les promesses d’un vivre ensemble interculturel en Église et en société.

De ces échanges est né le concept de « Se former à la théologie interculturelle », formation unique en son genre et délivrée à l’Institut œcuménique de Bossey. Elle associe des entités protestantes très différentes mais toutes confrontées au quotidien aux défis de l’interculturalité. En sont ainsi partenaires la Cevaa – Communauté d’Églises en mission, le Défap et DM – Dynamique dans l’échange, l’homologue du Défap pour la Suisse romande ; ainsi que l’Office protestant de formation, organisme qui forme les pasteurs et les diacres des Églises réformées suisses romandes, et le programme TEAG (Témoigner ensemble à Genève), qui rassemble près d’une centaine de communautés et Églises issues du protestantisme et établies à Genève, avec le but de faire travailler dans le même champ les Églises suisses et les nombreuses Églises issues de la migration.

Le public visé est principalement constitué par les responsables d’Églises, au sens large, de toutes tendances confessionnelles et origines culturelles, afin de leur donner les moyens de favoriser le dialogue dans les lieux variés de leurs ministères. Cette catégorie n’est toutefois pas limitative – la formation est disponible pour toute personne intéressée.

Une formation unique en son genre

Situé près de Genève, en Suisse, l'Institut œcuménique de Bossey, où se déroule cette formation, est le centre de rencontres, de dialogue et de formation du Conseil œcuménique des Églises. Il est rattaché à l'université de Genève depuis 1952. C'est en 2011 qu'un accord inédit, permettant à tous les étudiants de Bossey de prétendre à un certificat d'accréditation de l'Université de Genève, a été conclu entre l'Institut œcuménique de Bossey et l'Université de Genève par l'intermédiaire de la Faculté autonome de théologie protestante. L'Institut a pour but à la fois de promouvoir la pensée œcuménique, et de former des responsables tant laïcs qu'ecclésiaux. Chaque année, il accueille des étudiants et des chercheurs du monde entier qui viennent approfondir leurs études, à travers les trois cursus proposés : un certificat d'études complémentaires en œcuménisme, un master en théologie œcuménique ainsi qu'un doctorat en théologie (option œcuménisme). Le château de Bossey est ainsi un lieu important d'échanges.

Pour cette troisième année de formation à la théologie interculturelle, huit sessions auront lieu d'octobre 2023 à mai 2024 du vendredi (dès 17 heures) au samedi (16 heures) à l'Institut œcuménique de Bossey. L'inscription implique la

participation à toutes les sessions. Elles auront pour thème transversal la guérison (*voir le flyer pour plus d'informations*).

- VEN-SAM 13-14.10.23
  Diversités culturelles et christianisme
- VEN-SAM 24-25.11.23
  Histoire du christianisme et sa pluralité dans le monde
- VEN-SAM 15-16.12.23
  Évangile et herméneutique interculturelle
- VEN-SAM 19-20.01.24
  Le ministère de l'Église : Église et ministères
- VEN-SAM 9-10.02.24
  Questions éthiques
- VEN-SAM 8-9.03.24
  Prêcher dans des sociétés pluralistes
- VEN-SAM 12-13.04.24
  Défis interreligieux
- VEN-SAM 3-4.05.24
  Mission ensemble

Renseignements :

Institut œcuménique au Château de Bossey
Chemin Chenevière 2 – CH-1279 Bogis-Bossey
Contact Benjamin Simon : 0041 22 79 16 029 ;
benjamin.simon@wcc-coe.org

Nord Cameroun : survivre et reconstruire

Dans l’Extrême Nord du Cameroun, les traces des intempéries qui avaient ravagé les cultures au cours de l’été 2022 sont toujours visibles. Pour les victimes privées de moyens de subsistance, la survie au quotidien reste difficile. L’Église Fraternelle Luthérienne du Cameroun, avec le soutien du Défap, a organisé des opérations de distribution alimentaire.



En attente d’une distribution d’aide alimentaire par l’EFLC dans l’Extrême Nord du Cameroun © EFLC/Défap

Marie Kouvou est veuve, ce qui signifie qu’elle fait partie

des populations les plus fragiles dans l'Extrême Nord du Cameroun ; et elle a cinq enfants à nourrir. Lorsque les pluies diluviennes ont frappé sa région au cours de l'été 2022, elle a perdu l'essentiel de ses moyens de subsistance, comme les autres habitants de son village. Marie Kouvou fait partie des bénéficiaires du projet d'aide mis en place par l'Église Fraternelle Luthérienne du Cameroun (EFLC) – ce dont elle se dit « vraiment fière ». Elle a reçu du maïs : une denrée vitale, le maïs étant la céréale la plus cultivée et la plus consommée au Cameroun, un peu comme l'est le riz dans d'autres régions du monde.

Ezira Vandi, marié et père de huit enfants, a également reçu de l'aide de l'EFLC : « Je ne pensais pas être sélectionné, me disant que se sont les choses des chrétiens, mais je suis surpris de voir que c'est tout le monde qui était appelé à en bénéficier ».



Marie Kouvou © EFLC/Défap

Ils et elles s’appellent Moïse Dari, Jérémie Koyang, Marcel Kodji, Jean-Paul Dari ; comme Marie Kouvou et Ezira Vandi, ils et elles font partie des victimes des pluies diluviennes de l’été 2022. En ce printemps 2023, la vie recommence, avec l’aide de l’Église fraternelle luthérienne du Nord-Cameroun, soutenue par le Défap, dont elle est l’une des Églises partenaires dans cette région. Mais l’aide de l’EFLC ne couvrira pas tous les besoins, loin s’en faut : l’Église s’est concentrée sur le soutien aux familles les plus vulnérables des localités de Watir-Guili, Haou, Amsa et Kila. Or la zone touchée par les intempéries était bien plus vaste : dans toute la région, pluies extrêmes, rivières en crue et destructions de digues s’étaient combinées durant l’été pour provoquer la fuite de dizaines de milliers de personnes, qui avaient dû abandonner leurs maisons et leurs champs. Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l’Onu recensait ainsi, fin septembre 2022, 37.000 déplacés, notamment dans le département du Mayo-Danay, particulièrement touché, dans le Logone et Chari, et dans le Mayo-Tsanaga.

Des distributions d’aide qui renforcent le dialogue entre communautés



Distribution d’aide alimentaire © EFLC/Défap

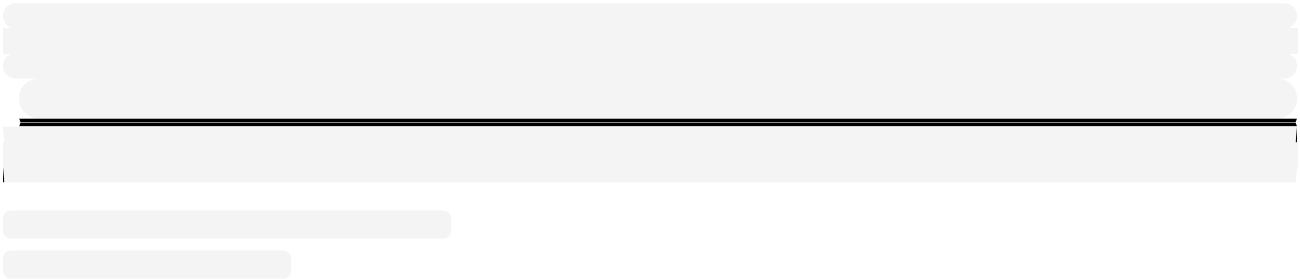
Du côté de Mogodé et Bourha, où se place le projet d’aide de l’EFLC, c’est la grêle qui avait été tout particulièrement destructrice, avec un épisode qui, le 12 juillet, avait ravagé 600 hectares de champs, entraîné des pertes d’animaux et des destructions de bâtiments, blessant en outre plusieurs personnes. Par ses distributions alimentaires, l’Église est venue en aide, de manière directe ou indirecte, à environ 2000 personnes. Les autorités administratives et traditionnelles, ainsi que les leaders religieux ont été impliqués afin de

mieux atteindre les victimes, dans une zone enclavée et rendue difficile d'accès par le mauvais état des routes. Des distributions qui n'ont pas été réservées au seuls membres de l'Église, ni même aux seuls chrétiens : le projet d'aide a été ouvert aux autres confessions, comme aux musulmans – ce qui explique l'aide dont a pu bénéficier Ezira Vandi, à sa propre surprise. Car dans l'Extrême Nord du Cameroun, où les populations se mêlent et où chrétiens et musulmans vivent ensemble au quotidien, règne un modus vivendi fragile et que l'Église Fraternelle Luthérienne du Cameroun est très attentive à préserver. Déjà, durant la guerre entre Tchad et Libye, la région avait vu arriver des milliers de fuyards venus de N'djamena. À partir de 2013, fuyant les jihadistes de Boko Haram, de nombreux réfugiés, essentiellement musulmans, étaient venus à leur tour des pays voisins du lac Tchad. L'EFLC avait alors fait tout son possible pour aider à leur intégration, par exemple en accueillant des élèves de toutes confessions dans une même école à Kousséri. Aujourd'hui, l'aide apportée par l'EFLC, pour modeste qu'elle soit face à l'ampleur des besoins, a aussi contribué à rapprocher les diverses communautés religieuses.

Pour cette aide d'urgence, l'Église Fraternelle Luthérienne du Cameroun a reçu l'appui du Défap, et recevra bientôt également l'aide de la plateforme Solidarité Protestante. D'autres partenaires étrangers ont également répondu à l'appel de l'EFLC, comme, aux Pays-Bas, Kerk In Actie. Mais le parcours de résilience sera long.

Retrouvez ci-dessous des images des opérations d'aide organisées par l'EFLC avec le soutien du Défap :

Voir cette publication sur Instagram



Une publication partagée par Défap (@defap_mission)

Couloirs humanitaires : «Je

vous écris de Beyrouth…»

Depuis 2017, le programme des « couloirs humanitaires » permet de faire venir en France des réfugiés particulièrement vulnérables depuis le Liban, par des voies légales et en évitant les « routes de la mort » comme celles qui passent par la Méditerranée. Le Défap y participe à travers des envoyés, qui travaillent à Beyrouth pour la Fédération de l'Entraide Protestante (FEP). Félicie, actuellement sur place, évoque la dégradation de la situation au Liban… et les traumatismes ravivés par les derniers séismes qui ont touché la Turquie et la Syrie.



Dans un camp de réfugiés au nord du Liban © Félicie pour Défap

Je vous écris de Beyrouth, assise dans la salle d’attente du consulat français. Ce matin, le programme des Couloirs Humanitaires accompagne une famille pour une demande de Visa pour la France.

J’ai essayé un peu de les détendre ce matin, comme je le fais avant chacun de ces passages, qui constituent toujours une grande angoisse pour les familles. En effet, pour eux cet entretien va déterminer le cours d’une vie et plus que cela, le droit à la vie.

Depuis mon arrivée en tant que VSI au Liban, le pays n’a fait que de se dégrader de manière abyssale. Les conditions de vie et de sécurité des personnes refugiées que j’accompagne dans le cadre des Couloirs Humanitaires se dégradent conjointement.

« Nous ressentons les secousses de chacun des séismes »



De face, en bleu, Soledad André ancienne VSI envoyée par le Défap ; à sa droite, avec le pantalon moutarde, Félicie, actuelle envoyée travaillant sur le programme des couloirs

humanitaires © Félicie pour Défap

Malgré les difficultés de mener une mission dans des conditions si volatiles, je vois un réel bond dans ma professionnalisation. Il faut composer au quotidien avec les différentes situations, économiques, politiques et sécuritaires. Sans cesse renforcer les partenariats, rechercher des solutions. Il faut innover dans la communication et la prise en charge de l'accompagnement légal, psychique et social des familles.

Je suis passionnée par ce que je fais ici et sens que les bénéficiaires, les collègues et les collectifs d'accueil en France ressentent la qualité de travail que je tente de fournir.

Dans cette lettre je souhaite attirer l'attention sur la situation toute particulière que nous vivons actuellement de par les séismes que le Liban ressent depuis le 6 février. Nous ressentons les secousses de chacun des séismes et des répliques de la faille en Turquie. Cela ravive les traumatismes auprès des familles refugiées au Liban, qui ont vécu la peur des bombardements. Il s'agit d'une nouvelle vague de détresse. Les habitations et les tentes ont étés fissurées. Les familles sont inquiètes pour leurs proches en Syrie. Je suis de très près les conséquences du séisme du 06 février, qui engendre une nouvelle vague de déplacements, de nouveaux stratèges géopolitiques et, fort malheureusement, de nouvelles inégalités de prise en charge des populations en fonction de leur nationalité.

À part ces nouvelles du terrain, assez inquiétantes pour les populations de cette région du monde, je suis toujours très heureuse au Liban. Mon fils a appris l'arabe et l'anglais en un an et demi, j'en suis très fière. Nous avons rencontré beaucoup d'amis, et souhaitons continuer encore quelques temps cette aventure libanaise, tant qu'elle sera vivable au moins pour nous chanceux, détenteurs de passeports européens et de

salaires en devise stable.

Félicie

Cameroun : renforcer le rôle des femmes dans l’Église

Améliorer l’autonomie des femmes passe d’abord par une meilleure formation. C’est ce qui a été fait à l’Institut supérieur presbytérien Camille Chazeaud, centre de formation de l’Église presbytérienne camerounaise (EPC), avec le soutien du Défap. Les participantes étaient les épouses des étudiants en théologie, destinés à devenir pasteurs au sein de l’EPC. Au programme : des thématiques aussi bien théologiques que pratiques.



Participantes de la formation organisée à l'ISPCC avec le soutien du Défap © ISPCC

Au Cameroun, en matière de droits des femmes, plusieurs réalités s'opposent. Officiellement, hommes et femmes sont égaux devant la loi. Le Cameroun a signé la plupart des Conventions et Traités internationaux et régionaux sur la protection et la promotion des droits de la femme. Il existe même un ministère de la Promotion de la Femme et de la Famille du Cameroun. Mais ces réalités juridiques peinent à s'affirmer dans le quotidien, face à des normes culturelles qui, concrètement, interdisent tout traitement égal. Une situation qui influe directement sur la vie des Églises : le ministère pastoral féminin est peu reconnu. Les femmes peuvent devenir pasteures au sein de l'Église évangélique du Cameroun depuis le début des années 2000, mais aujourd'hui encore, elles ne constituent guère plus de 10% du corps pastoral et doivent surmonter de nombreux obstacles. Quant à l'Église

presbytérienne camerounaise (EPC), elle n’accepte toujours pas de femmes pasteures et a du mal à se saisir de la question. Les femmes y sont pourtant nombreuses et actives ; elles sont les plus impliquées dans la vie des paroisses et dans les activités diaconales ; et des mouvements contribuent depuis longtemps à accroître leur visibilité, comme l’association chrétienne des femmes (ACF), la plus ancienne et la plus puissante des associations chrétiennes de l’EPC.

Pour renforcer le rôle des femmes, il est donc nécessaire d’agir sur les mentalités. Les Églises, de par leur poids au sein de la société camerounaise, peuvent y contribuer, à condition qu’elles-mêmes accordent davantage de place aux femmes. Et pour cela, la formation est essentielle. C’était l’objectif de la formation de la section féminine à l’ISPCC (l’Institut supérieur presbytérien Camille Chazeaud) organisée en 2022 avec le soutien du Défap.



Participantes de la formation organisée à l'ISPCC avec le soutien du Défap © ISPCC

L'ISPCC, centre de formation de l'EPC, se trouve à Foulassi, au sud du Cameroun. C'est dans cette localité qu'avait été fondée en 1925 une première station missionnaire sous l'impulsion du pasteur suisse Camille Chazeaud, surtout connu aujourd'hui pour avoir composé, le 29 octobre 1957, le chant de ralliement qui devait devenir l'hymne national du Cameroun. L'ISPCC, institution universitaire privée et confessionnelle, dispose de deux facultés : faculté de théologie et des sciences religieuses et faculté des sciences sociales. La faculté de théologie et des sciences religieuses (FTSR) prépare de manière spécifique à l'exercice du ministère pastoral pour les Églises protestantes du Cameroun et d'Afrique centrale. Comme les étudiants inscrits en théologie vivent sur le campus avec leurs épouses et leurs enfants, la section féminine aide pour sa part la FTSR à donner une formation théologique et pratique aux épouses des étudiants.

Souvent mariées très jeunes, ces épouses de futurs pasteurs n'ont que rarement eu l'occasion d'acquérir des compétences professionnelles. Or, comme le souligne le pasteur Jean Patrick Nkolo Fanga, recteur de l'ISPCC, et qui enseigne par ailleurs la théologie pratique à la Fateb (la faculté de théologie évangélique de Bangui), elles devront faire face à de nombreuses attentes dans les paroisses une fois leur mari formé et en poste. Avec cette formation de la section féminine à l'ISPCC, il s'agissait de leur donner des compétences pour qu'elles puissent prendre toute leur place au sein de l'Église, et jouer un rôle moteur dans les associations de femmes.

D'où le double aspect de cette formation : théologique et pratique. Les épouses de pasteurs peuvent aussi bien être amenées à faire des prédications qu'à monter des projets. Leur rôle peut aller de l'animation d'études bibliques pour les femmes, enfants et jeunes filles, à la relation d'aide, mais

aussi à la mise en place d'activités génératrices de revenus… Un fort accent a d'ailleurs été mis sur ce dernier point lors de cette formation, car les besoins sont importants dans les paroisses. Permettre aux femmes de sortir de la pauvreté est la première étape vers l'autonomie. Les participantes de la section féminine de l'ISPCC ont ainsi pu être formées au management de projet, à la mise en place d'activités génératrices de revenus – avec des exemples très concrets lors d'ateliers de création de jus, de chapeaux, de teintures ou de confitures. Des compétences que certaines des épouses d'étudiants ont aussitôt mises à profit en créant leur propre activité…

Congo : promouvoir l'éducation à la paix

Dans un pays dont l'histoire récente est marquée par des violences récurrentes et des déplacements de population, l'Église Évangélique du Congo (EEC) essaie de contribuer à construire une paix durable et une société apaisée. Ce qu'elle fait à travers une structure créée en 2003, l'Action Évangélique pour la Paix (AEP). En lien notamment avec l'École de la Paix de Grenoble pour les outils pédagogiques, l'AEP a déjà réalisé plusieurs projets visant à sensibiliser de nombreux jeunes, notamment dans des écoles et collèges.



Une session de formation organisée par l'AEP © AEP

Partenaires

- Église Évangélique du Congo (EEC)
- Action Évangélique pour la Paix (AEP)

Objectifs

Contribuer à la culture de la paix et de non-violence dans les établissements scolaires publics et confessionnels.



Le local de l'AEP © AEP

Contexte

La République du Congo a été frappée ces dernières années par des violences importantes, dont la guerre civile entre 1997, 1998 et 2002 et les troubles dans le département du Pool après les élections présidentielles de 2016. Ces violences ont provoqué des pertes humaines et des déplacements de populations par centaines de milliers. À plusieurs reprises, ces violences ont surtout concerné l'agglomération de Brazzaville, ce qui a engendré des départs massifs depuis Brazzaville vers le département du Pool, puis en 2017, en sens inverse. Cette histoire récente et les oppositions politiques récurrentes liées à des conflits d'ordre ethnique amplifient l'agressivité liée à la pauvreté et aux disparités sociales.



Envoyée du Défap en république du Congo, pour travailler en lien avec l'AEP, rencontrant le président de l'EEC, le pasteur Juste Alain Gonard Bakoua © AEP

L'association AEP est une structure créée en 2003 par l'Église Évangélique du Congo (EEC), comme contribution aux efforts de construction d'une paix durable, en voulant « changer les mentalités ».

Depuis sa création, avec les appuis renouvelés du Défap et de la Cimade, puis du Programme Concerté Pluri-Acteurs, et aussi de l'École de la Paix pour les outils pédagogiques, l'AEP a déjà réalisé plusieurs projets pour la jeunesse (écoles, collèges, écoles du dimanche et autres groupes) permettant la sensibilisation de milliers de jeunes. Le Défap lui a aussi manifesté son soutien à travers l'apport d'une envoyée.

Six projets solidaires à

soutenir en 2023

Aider à lutter contre la désertification en Tunisie, développer la formation à l'énergie solaire à Djibouti, favoriser l'autonomie alimentaire de Bangui, soutenir les petits commerces de femmes en grande précarité en République Démocratique du Congo ou promouvoir le rôle des femmes au sein de l'Église, éduquer à la paix et au développement durable au Burundi : tels sont quelques-uns des projets du Défap que vous pouvez choisir de soutenir à travers l'édition 2023 du carnet de solidarité de l'UEPAL.



Vue du carnet de solidarité 2023 de l'UEPAL © UEPAL

Chaque année, l'UEPAL (Union des Églises Protestantes d'Alsace et de Lorraine), l'une des trois Églises membres du Défap, diffuse son « carnet de solidarité » : une publication mettant en avant des projets humanitaires portés par des partenaires chrétiens, que vous pouvez consulter ici ou en cliquant sur l'image d'ouverture de cet article. Grâce au formulaire de dons accompagnant ce carnet, il est possible d'apporter son soutien à l'un ou l'autre projet. Cette année, ce sont six projets du Défap qui sont ainsi présentés par l'UEPAL :

Djibouti : Une formation pour développer l'énergie solaire



Panneaux solaires installés par l'EPED à Djibouti © EPED

À Djibouti, l'accès à l'énergie est un problème majeur : le pays doit accroître sa production d'électricité pour se développer, mais il est très dépendant des importations de combustibles fossiles, dont les prix explosent. Dans un programme de développement à long terme connu sous le nom de « Vision 2035 », il prévoit de parvenir à l'autonomie énergétique en visant un objectif de 100% de sources d'énergie renouvelables – notamment solaire. Encore faut-il former des techniciens, qui pour l'heure manquent cruellement, pour installer et entretenir les panneaux solaires. C'est ce que propose le centre de formation de l'EPED, l'Église protestante de Djibouti. Il dispose du matériel nécessaire, et a déjà développé une expertise dans l'encadrement et la formation pratique de jeunes actifs grâce à l'expérience du « chantier-école » mise en place lors de la réhabilitation du temple de Djibouti.

Ce projet est également présenté par le Défap à l'occasion de

l’édition 2023 de Hope 360, événement sportif et festif organisé par le collectif Asah pour promouvoir des projets d’engagement chrétien dans le domaine de la solidarité internationale. Plus d’informations ici.

Burundi : Éduquer à la paix et au développement durable



Enfant au Burundi © Maxpixel.net

Des décennies de conflits et de guerres interethniques ont laissé des traces durables. En dépit de l’Accord de paix et de réconciliation signé en août 2000 à Arusha, les graines de violence demeurent et la méfiance entre communautés empêche de développer le pays, où l’insécurité alimentaire reste chronique.

Le MIR France (Mouvement International de la Réconciliation), avec l’aide du Défap, soutient à Kibati un projet de ferme-école qui vise tout à la fois à éduquer la population, principalement les jeunes, à résoudre les conflits par le

dialogue au lieu de recourir à la violence et aux armes, et à augmenter la production en agro-élevage écologique et le revenu des agriculteurs, à travers des coopératives agro-pastorales. Ce projet est mené en association avec l'Église Baptiste de Kibati, qui le supervise au niveau local.

Plus d'informations ici.

République centrafricaine : Des jardins pour nourrir Bangui



Rodolphe Gozegba au travail avec les membres de l'association A9 © A9

En République centrafricaine, la guerre et les défaillances de l'État entretiennent pauvreté et famine. Alors que plus de 70% de la population dépend de l'agriculture pour sa subsistance, la violence des groupes armés, contre lesquels les autorités sont impuissantes, a contraint en cours d'année la plupart des paysans à abandonner leurs champs. La situation est encore plus difficile à Bangui, qui dépend pour son approvisionnement de quelques routes, dont la principale a été coupée plusieurs semaines début 2021 par une offensive rebelle.

Pour favoriser l'autonomie alimentaire de Bangui, l'association A9, portée par un ancien boursier du Défap, Rodolphe Gozegba, a lancé un projet de culture de lopins de terre inexploités dans la capitale. Pour cela, A9 distribue graines, outils, et assure un suivi des participants : 400 familles du 6ème arrondissement, avec des résultats déjà très encourageants.

Si le projet est né dans un contexte d'insécurité persistante du pays et de menaces sur l'approvisionnement de Bangui par des groupes armés, les solutions mises en œuvre par Rodolphe Gozegba et l'association A9 rejoignent les réflexions de nombreux urbanistes qui, face aux défis des changements climatiques en cours, s'interrogent sur les moyens de rendre les villes moins dépendantes des campagnes sur le plan alimentaire, en développant une véritable agriculture urbaine.

Plus d'informations sur ce projet ici.

Tunisie : Promouvoir l'agriculture environnementale



Rendre fertiles des terres délaissées en Tunisie © ATAE

La Tunisie est l'un des pays les plus exposés au risque de désertification, le réchauffement climatique étant aggravé par des techniques agricoles inadaptées, avec une perte de 15 000 ha/an de terres cultivables. Pour rendre leur fertilité à des terres apparemment perdues, l'Association Tunisienne d'Agriculture Environnementale (ATAE) propose à un réseau d'agriculteurs des formations pratiques sur des procédés écologiques de fertilisation et de culture. Elle est directement issue de l'expérience de l'association Abel Granier, pionnière en la matière : le pasteur Abel Granier avait été le premier à réhabiliter entièrement une ferme en zone semi-aride. Aujourd'hui, l'ATAE a mis en place un programme de ferme pédagogique, pour permettre aux agriculteurs de son réseau et ayant suivi ses formations de vivre et travailler selon ces principes.

Plus d'informations sur ce projet ici.

RDC : Renforcer la place de la femme dans les Églises



Remise des diplômes en décembre 2021 aux participants à la formation continue sur « Église et leadership » à l'ULPGL ©

ULPGL

Dans un pays comme la République Démocratique du Congo, les Églises sont des acteurs sociaux majeurs. Elles gèrent des écoles, des hôpitaux, ont une importante action sociale et pallient les défaillances de l'État dans de nombreux domaines. Les Églises protestantes gèrent également nombre d'activités cruciales pour la société congolaise – avec d'autant plus de visibilité que beaucoup d'entre elles sont regroupées au sein d'une même structure, cumulant les caractéristiques d'une Église et d'une fédération : l'ECC – l'Église du Christ au Congo. Du fait de leur poids au sein de la société, elles ont la capacité de faire évoluer les mentalités ; encore faut-il d'abord qu'elles évoluent elles-mêmes. Mais dans les Églises comme dans le reste de la société congolaise, les femmes restent bien souvent cantonnées à des places subalternes.

L'un des principaux frein au renforcement du rôle des femmes, et à leur accession à des postes d'encadrement au sein de l'ECC, est bien souvent leur manque de formation en théologie. Ce qui est un reflet de la situation de l'ensemble du pays, où les femmes ont un accès plus difficile à l'éducation. Le Défap propose donc des bourses pour permettre à des jeunes femmes de poursuivre des études supérieures en théologie à l'Université Libre du Pays des Grands Lacs de Bukavu, de manière à former de futures cadres de l'Église du Christ au Congo. Au sein de la faculté de théologie, seules une quinzaine d'étudiants sont des étudiantes. Le Défap envisage de quasiment doubler ce nombre en proposant une douzaine de bourses, permettant de payer les frais liés aux études d'une douzaine de jeunes femmes.

Plus d'informations sur ce projet ici.

RDC : Microcrédits pour femmes en grande précarité



Participantes du projet de microcrédits soutenu par le Défap © Défap

Dans le sud du Kivu, en République démocratique du Congo, les guerres et les épidémies se succèdent depuis de nombreuses décennies. La société est toujours bouleversée par une extrême violence. Dans ce contexte sociopolitique difficile, ce sont les femmes qui assurent la subsistance de leurs familles par de petits travaux et de petits emplois. Ces activités les aident à faire face à la grande pauvreté et aux aléas conséquents de leur marginalisation.

Ce projet de microcrédits pour la création de petites activités génératrices de revenus vise le renforcement des capacités des femmes en grande précarité en vue de leur autonomisation à petite échelle. Ainsi, les moyens pour vivre au quotidien seront assurés grâce à la vente de farine, de poisson, de braise, dans l’objectif de nourrir leurs familles et de scolariser les enfants.

Ce projet, soutenu par le Défap pour la troisième année, avait déjà été présenté lors de la précédente édition de Hope 360 : plus d'informations ici.

Accompagner les migrants subsahariens au Maroc

Pour de nombreux migrants subsahariens cherchant à gagner l'Europe, le Maroc est une étape qui, bien souvent, s'éternise, du fait du durcissement des politiques d'accueil européennes. Depuis des années, l'Église évangélique au Maroc les accompagne, à travers notamment l'action du Comité d'Entraide Internationale. L'aide financière de divers partenaires internationaux, dont le Défap, a permis de distribuer à ces migrants une aide multiforme au cours des dernières années. Le but étant désormais d'étendre ce soutien à la Tunisie, qui connaît des problématiques similaires.



Un exemple de la précarité des migrants : à la mi-décembre 2018, un camp prend feu près de la gare routière de Casablanca-Ouled Ziane © CEI

L'Église évangélique au Maroc accueille des migrants originaires pour la plupart d'Afrique subsaharienne. Qu'ils soient étudiants ou en transit au Maroc dans l'espoir de gagner l'Europe, ils ont un point commun : leur précarité, qui s'est accentuée avec la pandémie de Covid-19.

Si l'on regarde du côté des migrants, l'histoire de ces hommes, femmes et enfants qui peuplent les villages précaires et les camps comme celui de Fès, où travaille notamment le Comité d'Entraide Internationale (CEI), bras diaconal de l'Église évangélique au Maroc (EEAM), est à chaque fois unique, mais toujours mouvementée. Répartis en quartiers selon les pays d'origine, c'est une petite Afrique qui s'y est reconstituée, faisant cohabiter les nationalités : Nigériens, Ivoiriens, Camerounais, Gambiens, Érythréens… Si l'on regarde du côté des étudiants, ils seraient aujourd'hui près de 8000 jeunes Subsahariens à poursuivre des études au Maroc. Une partie sont soutenus par l'Agence Marocaine de Coopération Internationale (AMCI). Mais le reste dépend essentiellement de

l’aide des tuteurs et/ou de la famille, condamnant souvent ces étudiants à la plus grande précarité.

Le Maroc, de pays de transit à pays d’accueil

Traditionnellement pays de transit pour les migrants subsahariens qui désirent se rendre en Europe, le Maroc s’est mué depuis quelques années en pays d’accueil. En cause, notamment : le durcissement des politiques européennes. Nombre d’entre eux se retrouvent donc à rester plus longtemps que prévu au Maroc. Quitte à s’y installer définitivement. Selon une enquête réalisée par une instance marocaine, le Haut-Commissariat au Plan (HCP), au cours du premier trimestre 2021, 53,7% des migrants déclarent vouloir finalement rester dans le royaume.

Le Maroc a ainsi lancé de vastes campagnes de régularisation des sans-papiers, décidées dans le cadre de la Stratégie nationale d’immigration et d’asile adoptée en 2013. La dernière de ces campagnes en date remonte à fin 2021. Mais franchir l’étape de la régularisation ne marque pas pour autant la fin des tracas administratifs. Et pour les migrants, accéder à l’emploi reste un horizon souvent inaccessible. D’après l’enquête du Haut-Commissariat au Plan, 48% seulement exerçaient une activité professionnelle en 2021, plus de 27% étant au chômage. Mais entretemps est venu le Covid-19, et neuf migrants sur dix qui avaient un emploi avant la pandémie l’ont perdu.

Pour leur venir en aide, le CEI et l’EEAM ont le soutien de nombreux partenaires internationaux : le Défap, mais aussi des communautés baptistes américaines, l’Église évangélique en Rhénanie (EKiR) ou encore l’Église vaudoise d’Italie à travers le « Huit-pour-mille » (« Otto-permille »)- un dispositif fiscal typiquement italien qui permet aux contribuables de financer directement les Églises notamment en vue d’actions de solidarité. Grâce à cette mobilisation, les migrants ont pu bénéficier d’une aide multiforme, entre mai 2019 et décembre

2021 : aide d’urgence (alimentaire, médicale, vestimentaire, au logement), accompagnement des femmes et enfants, régularisation, bourses d’études. L’objectif aujourd’hui est de poursuivre cette action au Maroc et de capitaliser ce qui a été fait pour l’appliquer en Tunisie. En effet, l’Église réformée de Tunis est peu outillée pour répondre aux problématiques migratoires auxquelles elle est confrontée.